

# Arnaud Montebourg fait son miel du déclin des abeilles

L'ancien ministre de l'économie, reconverti en « entrepreneur », se fait désormais le fer de lance du « repeuplement » de la France en abeilles. Soutenu par la filière apicole, son discours inquiète les spécialistes.

Par Adrien Simorre, Le Monde, Publié le 18 janvier 2019 à 16h13 - Mis à jour le 19 janvier 2019 à 13h12

[https://www.lemonde.fr/planete/article/2019/01/18/arnaud-montebourg-fait-son-miel-du-declin-des-abeilles\\_5411240\\_3244.html?xtmc=abeilles&xter=1](https://www.lemonde.fr/planete/article/2019/01/18/arnaud-montebourg-fait-son-miel-du-declin-des-abeilles_5411240_3244.html?xtmc=abeilles&xter=1)



biosphoto 2172534 (c) Jean-Philippe Delobelle / Biosphoto  
Abeille sauvage butinant des fleurs de tournesol, Bugey, France

Une abeille sauvage butinant des fleurs de tournesol, à Bugey (Ain). (c) Jean-Philippe Delobelle / Biosphoto / (c) Jean-Philippe Delobelle / Biosphoto

Affichettes, panneaux de communication azur et or, crépitements des flashes photographiques : l'inauguration de l'École des hautes études en apiculture (EHEA) à Dijon par son président, Arnaud Montebourg, a pris des allures de meeting politique. Pourtant, le candidat malheureux à

l'élection primaire socialiste de 2017 l'a répété, lundi 14 janvier : son nouveau combat, c'est le « *repeuplement* » de la France en abeilles.

Porté par la rhétorique du « made in France », l'ancien ministre de l'économie, également à l'origine de la marque de miel Bleu Blanc Ruche, se fait désormais le chantre du développement de la filière apicole française. Soutenu par les professionnels du secteur, ce discours est nuancé par les scientifiques et certaines associations, qui déplorent que les intérêts économiques prennent le pas sur la lutte contre les causes d'extinction des pollinisateurs.

Principal point de crispation, l'objectif d'augmenter le nombre de ruches en France, qui en comptait plus de 1,3 million en 2017. « *Contribuer à faire émerger entre 70 000 et 100 000 ruches, c'est notre rêve* », a déclaré le président de l'EHEA à son ouverture.

## **Manque d'attention aux abeilles sauvages**

« *Mettre plus de ruches, c'est aussi augmenter la concurrence entre les abeilles domestiques et les abeilles sauvages, ainsi que les autres pollinisateurs* », alerte Bertrand Schatz (CNRS, CEFE), directeur du groupement de recherche Pollinéco qui réunit 130 chercheurs français spécialistes de la pollinisation. *Même si c'est un discours simple, et économiquement rentable, ça risque d'aggraver un peu plus le déclin de la biodiversité.* »

« Les abeilles domestiques ne sont pas garantes de la biodiversité car elles représentent 0,1 % des abeilles françaises », Benoît Geslin, chercheur

En cause, le manque d'attention porté aux abeilles sauvages, soit près de mille espèces en France. « *Les abeilles domestiques ne sont pas garantes de la biodiversité car elles représentent 0,1 % des abeilles françaises* », souligne Benoît Geslin, chercheur à l'Institut méditerranéen de biodiversité et d'écologie marine et continentale. Un article paru en janvier 2018 dans la revue *Science*, qui synthétisait plusieurs études récentes, concluait en effet que « *la conservation des abeilles domestiques n'aide pas la vie sauvage* ». Principales raisons évoquées par les chercheurs : la compétition accrue pour les ressources ou la propagation de maladies.

Sous son vernis écologique, le discours porté par Arnaud Montebourg n'est pas étranger aux opportunités économiques que représente le miel, qu'il décrit comme un « *or jaune* ». Sa marque Bleu Blanc Ruche, en commercialisant du miel certifié français acquis à un prix supérieur à celui du marché, a ainsi réalisé 150 000 euros de chiffre d'affaires depuis son lancement en septembre 2018. La formation privée proposée par l'EHEA, au budget d'environ 150 000 euros, est de son côté financée à un tiers par la région Bourgogne-Franche-Comté et aux deux tiers par des acteurs privés, dont le Crédit agricole.

## **Constat alarmant**

Une aubaine pour plusieurs acteurs du secteur, qui n'ont pas hésité à soutenir l'initiative en devenant actionnaires des sociétés de l'ancien ministre. Parmi eux, Nicolas Géant, propriétaire de

quatre magasins de vente de matériel d'apiculture, ou Thomas Mollet, vice-président de l'Institut technique et scientifique de l'apiculture et de la pollinisation.

Cet établissement technique et scientifique au service du développement de l'apiculture a été créé en 2009 sous l'impulsion de l'Etat qui encourage la structuration du secteur, dont les professionnels font face à l'âpre concurrence des miels importés. « *La filière s'organise autour de très peu d'acteurs*, déplore Nicolas Laarman, de l'association Pollinis, qui milite pour la protection des pollinisateurs. *Ces initiatives nourrissent des subventions qui, in fine, n'arrivent pas aux producteurs eux-mêmes.* »

« Toutes les écoles d'apiculture du monde ne réussiront pas à sauver les abeilles si on n'agit pas sur les causes fondamentales du déclin », Béatrice Robrolle, apicultrice

Pour les associations et les spécialistes des abeilles, ces discours masquent surtout une majeure partie du problème. « *Toutes les écoles d'apiculture du monde ne réussiront pas à sauver les abeilles et autres pollinisateurs si on n'agit pas sur les causes fondamentales du déclin* », rappelle Béatrice Robrolle, apicultrice et présidente de l'association Terre d'abeilles. Les apidés sont en effet menacés par ce que les scientifiques décrivent comme une combinaison de facteurs, parmi lesquels l'utilisation de pesticides figure en tête de liste. « *Les abeilles domestiques et sauvages ont un point commun, c'est que leur déclin a les mêmes causes* », note Nicolas Laarman.

Conséquence directe, la production de miel français, même si elle a connu un regain récent d'après les chiffres de FranceAgriMer, a globalement chuté entre 1995 et 2017, passant de 32 000 à 10 000 tonnes, selon l'Union nationale de l'apiculture française. Pour les abeilles sauvages, malgré le peu de données disponibles, l'union internationale pour la conservation de la nature estime qu'au moins 10 % des espèces européennes seraient menacées. Un constat alarmant que les chercheurs aimeraient voir traité en premier lieu et que la stratégie du « *repeuplement* » portée par Arnaud Montebourg ne règlera pas.

Adrien Simorre